



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

CDEN du Territoire de Belfort

Mardi 19 octobre 2021

**Déclaration préalable des syndicats de la
FSU**

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental
Monsieur le Directeur d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Dans un contexte préélectoral, marqué par la montée des idées d'extrême droite, qui occulte toute revendication sociale, le gouvernement s'entête à mener une politique libérale, avec des réformes comme celles de l'assurance chômage - heureusement retoquée par le Conseil d'Etat, des retraites - entre parenthèses pour le moment, ou plus récemment le projet d'ordonnance sur la codification du code général de la Fonction Publique. Dans l'éducation, la loi Rilhac sur la direction d'école - largement rejetée par la profession - , ou encore la destructuration du second degré, avec la mise en concurrence des établissements et l'affaiblissement du cadre national, portent atteinte au bon fonctionnement de l'École et ne répondent pas aux besoins des personnels et des élèves. Pourtant, face aux nombreux défis économiques et sociaux de la décennie qui vient, nous avons besoin de renforcer nos services publics, en particulier l'Education nationale !

Au contraire, notre ministre n'a eu de cesse de « choyer » l'École pendant 4 très longues années. Ses décisions ont terriblement détérioré les conditions d'apprentissage des élèves et dégradé les conditions de travail de nos collègues. Il n'a eu cure des alertes envoyées du terrain qui réclament des postes à hauteur des besoins. Il a compensé par une augmentation d'heures supplémentaires les 7 490 suppressions de postes en collèges et lycées. Sans vergogne, il a annoncé une « revalorisation historique » pour tous, alors qu'en réalité elle ne touche qu'une minorité de collègues. Quant aux élèves, la seule réponse à leurs besoins, après une crise sanitaire de grande ampleur, est « l'évaluationnisme aiguë » dès le plus jeune âge jusqu'au bac !

Enfin au lendemain de l'hommage rendu à notre collègue Samuel Paty, que penser de la campagne pour promouvoir la laïcité en début d'année et retirée depuis qui mettait en scène une série de clichés réducteurs ?

Pour la FSU, le bilan de rentrée dans le Territoire de Belfort est tout à fait conforme à ce qu'elle avait prévu et toutes les problématiques, pour lesquelles notre fédération vous avait alerté, se sont malheureusement révélées sans surprise.

- Des moyens toujours pas à la hauteur des besoins, accentués après bientôt 2 années de crise sanitaire, et plus particulièrement dans le second degré où il est courant de voir des classes à plus de 28 élèves ;
- Trop d'enseignant.es non remplacé.es. (en moyenne, 12 classes sans enseignant chaque jour en primaire et dans le secondaire des matières toujours pas enseignées depuis la rentrée) ;
- La contractualisation dans notre profession ne peut pas être une solution au manque de remplacement comme au manque de moyens ;

- Les étudiants de master sont massivement utilisés comme moyens d'enseignement et masquent la pénurie de remplaçants. Ils représentent une main d'oeuvre corvéable et bon marché.
- Le manque de place dans les établissements spécialisés se répercute dans les classes avec une augmentation du nombre d'élèves débordants. Les conditions de travail sont dégradées pour les équipes qui en deviennent plus vulnérables.

Depuis des années l'investissement dans l'éducation est insuffisant. Qui plus est, l'an dernier, notre ministre a réussi à économiser sur notre budget. Or, le manque de moyen est flagrant, tant pour le fonctionnement que pour les salaires, alors que la crise du covid a prouvé que l'argent pouvait être débloqué rapidement, tout est une question de choix politique : une société qui investit dans l'éducation de ses enfants est une société qui investit pour l'avenir. M. Blanquer l'affirme lui-même dans l'introduction de son livre « Ecole ouverte », nous ne nous contenterons pas de paroles, maintenant des actes !

Nous terminerons notre déclaration rappelant qu'aujourd'hui 19 octobre, les AESH sont mobilisés pour obtenir une reconnaissance salariale, un statut, de meilleures conditions d'exercice et des recrutements suffisants. En effet avec les PIALS et les services mutualisés, les AESH deviennent des variables d'ajustements et le « saupoudrage » masque la réalité des besoins. Ces personnels sont essentiels à la fois pour les enfants en situation de handicap qu'ils accompagnent, mais également pour le bon fonctionnement de « l'école inclusive ». **La FSU exige la reconnaissance des AESH à la hauteur de leurs missions par une réelle revalorisation salariale, par un statut de la FP, par des conditions d'exercices et des formations qui leur permettent d'effectuer un accompagnement de qualité.**